

**Animation du site « Moyenne vallée de la Somme »  
(ZSC FR 2200357)**

**Compte-rendu du 8<sup>ème</sup> COPIL  
7 Juillet 2014 à 14h30 – CCI de Péronne**

**Ordre du jour :**

- *Election du président du COPIL*
- *Election de la structure porteuse*
- Bilan des actions menées sur le site
- Présentation du PDRR
- Démarche de signature des contrats et chartes et présentation des contrats en régie
- Régime de l'évaluation des incidences
- Avis sur le projet de labellisation RAMSAR de la vallée
- Révision du DOCOB
- Questions diverses

Etaient présents : M. Lenglet, président du Syndicat de la vallée des anguillères(SVA) et du COPIL Natura 2000 du site, M. Le Président du Pays Santerre Haute-Somme et de la Communauté de communes de la Haute-Picardie, M. Hubert de l'Association des chasseurs de gibier d'eau des 3 vallées, Mme Dubos de la Chambre d'agriculture de la Somme, Mme le Maire de Cerisy, M. le Maire de Cléry-sur-Somme, M. le Maire d'Hem-Monacu, M. Duvet conseiller municipal de Suzanne, M. Chevallier du Conservatoire d'Espaces naturels de Picardie, M. Paillette de la DDTM de la Somme, Mme Le-Bris de la DREAL Picardie, M. Méresse de l'AMEVA, Mme Melenec et M. Audrechy du Conseil général de la Somme, M. Bignon Conseiller général du canton de Oisemont et Mme Delcenserie du SVA.

Etaient excusés : M. le sous-préfet de Péronne, M. Hucher de l'UNICEM, M. Bergez de Somme Tourisme, M. Pawar de la FDAAPPMA de la Somme, Mme Chevillard de l'Agence de l'eau Artois-Picardie, Mme Vassalli du Conseil général de la Somme, Picardie Nature, Mme le Maire de Cappy.

❖ **INTRODUCTION - ELECTIONS**

Monsieur Lenglet ouvre la réunion en précisant qu'il convient de procéder à une nouvelle élection du président de COPIL et de la structure porteuse.

Monsieur Valentin Paillette assure le vote qui a lieu à main levée. Une seule candidature est proposée. M. Bernard Lenglet est élu à l'unanimité président du COPIL, le SVA est élu à l'unanimité structure animatrice.

M. Lenglet remercie les membres du COPIL, introduit la séance et présente l'ordre du jour. Il est proposé d'avancer le point concernant Ramsar afin que M. Bignon puisse en faire l'introduction.

Mme Delcenserie présente les grandes lignes concernant le site « Moyenne vallée de la Somme ». Le site « Moyenne vallée de la Somme » représente 1827 ha répartis de façon discontinue sur 25 communes le long de la rivière Somme. Il s'étend de Cléry-sur-Somme à Corbie. Il répond à la Directive Habitats du 12 mai 1992 et est en animation depuis le COPIL du 20 mars 2007. Ce site est également concerné pour partie par la Zone de Protection Spéciale (Etangs et Marais de la Somme FR2212007) désignée au titre de la directive Oiseaux.

Au total la ZSC compte 27 habitats d'intérêt communautaire dont 4 prioritaires et 4 espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire (avant mise à jour du formulaire standard de données).

Les objectifs décrits dans le DOCOB ont pour but de :

- Maintenir des zones pionnières
- Lutter contre l'embroussaillage et le boisement des milieux ouverts,
- Maintenir des habitats prioritaires boisés,
- Lutter contre l'envasement,
- Rendre compatible l'activité du tourisme avec la conservation des habitats.

Pour atteindre ces objectifs, 16 mesures types ont été identifiées et mises à jour au dernier COPIL. On peut citer entre autre la restauration de milieux ouverts par déboisement (mesure ponctuelle) et la fauche d'entretien des milieux ouverts (mesure récurrente).

## **1 AVIS SUR LE PROJET DE LABELLISATION RAMSAR DE LA VALLEE**

M. Bignon expose les origines de la labellisation Ramsar ainsi que l'organisation de la démarche dans la Somme. Ramsar regroupe les zones humides d'importance internationale et va donc permettre, entre autre, le développement touristique de la vallée de la Somme dont la baie est déjà labellisée. Mme Mélenec explique les objectifs de la démarche, ce qu'est Ramsar ainsi que la méthode utilisée pour obtenir le label, le périmètre pré-identifié ainsi que le calendrier des étapes à venir. Le périmètre proposé est celui qui répond aux critères Ramsar dans l'état actuel des connaissances. Il s'étend de Cléry-sur-Somme (limite amont de la ZSC Moyenne vallée de la Somme) à Cambron (limite du site Ramsar de la baie de Somme. La désignation du site devrait avoir lieu en janvier 2015. Il est rappelé que Ramsar n'a pas de portée réglementaire.

M. Lenglet appuie le Conseil général dans cette démarche et demande l'avis des membres du COPIL. **Les membres du COPIL approuvent à l'unanimité l'opportunité du projet de labellisation Ramsar de la vallée.**

## **2 BILAN DES ACTIONS MENEES SUR LE SITE**

### **❖ BILAN DES CONTRATS NATURA 2000**

Mme Delcenserie présentent les contrats en cours et ceux qui sont terminés. Depuis le début de l'animation en 2007, 8 contrats ont été signés pour un montant d'un peu plus de 937 000€ et environ 374ha contractualisés.

#### ❖ BILAN DES MAET

Mme Delcenserie explique ce que sont les MAET et présentent le bilan des contrats signés depuis le début de l'animation en 2012. Sur 3 campagnes, 3 contrats ont été signés pour un montant d'environ 17 600€ et 10ha contractualisés.

#### ❖ BILAN SCIENTIFIQUE DES 5 ANNEES DU CONTRAT DE MORCOURT

M. Chevallier présente les aspects techniques des travaux menés sur les marais communaux de Morcourt ainsi que les résultats écologiques par rapport aux objectifs visés. Les résultats de ce premier contrat sont : la ré-ouverture du milieu sur près de 6,5 ha, l'extension des surfaces de mégaphorbiaies et amélioration de leur état de conservation, l'extension des surfaces de bas marais et des prairies paratourbeuses et la diversification des cortèges floristiques et faunistiques. Il faut néanmoins soutenir les actions sur ce site car la dynamique naturelle des milieux tend vers la reprise de nombreux ligneux, il est donc important de maintenir un régime de perturbation pour maintenir le bénéfice du contrat Natura 2000. M. Chevallier présente ensuite le second contrat sur la commune qui a permis de poursuivre l'entretien du site pendant 2 années.

#### ❖ BILAN DES ACTIONS SUR LES ENS

Mme Mélenec et M. Chevallier expliquent la démarche du Schéma des espaces naturels sensibles (ENS) qui vient d'être renouvelé, menée par le Conseil général de la Somme en partenariat avec le Conservatoire d'espaces naturels de Picardie. Les sites d'intérêt sont gérés par des outils contractuels (type conventions, chartes...) mis en place avec les usagers et acteurs locaux. Un plan de gestion est créé par le CENP afin d'apporter une gestion cohérente au site. Les exemples d'actions mises en place n'ont pu être abordées faute de temps, ils sont néanmoins présentés dans le diaporama en annexe.

M. Lenglet explique que la loi dite MAPAM du 28 janvier 2014 va modifier la gouvernance de la gestion des cours d'eau en France et intégrer une compétence nouvelle, même si elle est déjà mise en œuvre, la GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations).

#### ❖ BILAN DES AUTRES ACTIONS DU SVA

Mme Delcenserie explique qu'il existe donc d'autres actions et modes de financement pour agir sur le site ou en dehors dans un objectif commun de préservation du patrimoine naturels. Quelques actions du SVA sont évoquées tels que le plan de gestion de lutte contre les espèces exotiques envahissantes, la réfection et l'automatisation des vannages...

### **3 PRESENTATION DU PDRR**

Mme Le-Bris présente les grandes lignes du plan de développement rural régional 2014-2020 qui sera géré par la Région. Le Programme de développement rural (FEADER) définit, pour la période 2014-2020, les orientations et les objectifs régionaux en matière de développement du territoire

régional, ainsi que le cadre financier de l'intervention européenne au travers de ces fonds, en cofinancement d'autres fonds publics. Les chiffres ne sont pas encore définitifs mais le taux de cofinancement pourrait atteindre 63 % et 8 millions d'euros serait mis en jeu.

Mme Le-Bris expose la liste des actions finançables par ces fonds.

#### **4 DEMARCHE DE SIGNATURE DES CONTRATS ET CHARTES ET PRESENTATION DES CONTRATS EN REGIE**

M. Pangole explique la démarche de signature des chartes et des contrats ainsi que leurs intérêts. Une plaquette sur ce thème a d'ailleurs été envoyée avec la convocation à tous les membres du COPIL.

M. Pangole présente ensuite les contrats « en régie » qui permettent de subventionner le propriétaire qui réalise les travaux nécessaires par lui-même. Huit mesures sont concernées (déboisement, débroussaillage, pâturage, fauche, faucardage, entretien des haies, des berges et de la végétation des mares). Un exemple concret est expliqué.

#### **5 REGIME DE L'EVALUATION DES INCIDENCES**

M. Paillette présente les grands principes de la démarche Natura 2000 : la concertation, la contractualisation et la prévention. L'évaluation des incidences entre dans cette dernière catégorie. L'objectif n'est pas d'interdire les activités mais de trouver la meilleure solution possible pour garantir la conservation des espèces et habitats des sites Natura 2000.

Les plans, programmes et projets qui sont soumis à évaluation des incidences entrent soit dans la liste nationale (décret du 9 avril 2010), soit dans la liste locale (arrêté préfectoral du 7 décembre 2010), soit dans une seconde liste locale en cours de préparation s'ils ne sont pas soumis à encadrement administratif.

M. Paillette présente quelques exemples de projets soumis à évaluation des incidences ainsi que le contenu attendu de ce dossier. Des brochures d'informations et formulaires sont disponibles sur le site <http://www.natura2000-picardie.fr/>.

#### **6 REVISION DU DOCOB**

Mme Delcenserie expose que le Document d'objectif (DOCOB) du site ainsi que les inventaires faune/flore ont été établis il y a près de dix ans et qu'il serait peut-être judicieux de les actualiser. Le DOCOB préconise une évaluation dans les 5/6 ans. Mme Le-Bris explique que cela dépend de la nécessité à le faire ou non mais que des fonds sont mobilisables pour ce genre d'actions.

Les méthodes préconisées sont : le suivi des habitats et des espèces (inventaires), le suivi des mesures ainsi que le suivi socio-économique. Cela permettrait une mise à jour de la liste des habitats et espèces (dont les chauves-souris) et l'évaluation de l'efficacité des interventions conduites en termes de travaux et d'animation. A terme cela conduirait à pouvoir adapter les mesures de contractualisation ainsi que l'animation du site. Il est possible également de ne revoir que le ou les aspects les plus importants.

---

M. Lenglet demande l'avis des membres du COPIL sur l'opportunité d'actualiser le DOCOB. **Les membres présents donnent un avis favorable à l'unanimité.**

## **7 QUESTION ET REMARQUES DES MEMBRES DU COPIL**

Monsieur Daillet, Maire de Cléry-sur-Somme, demande s'il est possible de curer avec un contrat en régie. Pour lui Natura interdit toute action. Mme Delcenserie explique que Natura n'interdit pas, qu'en premier lieu c'est la réglementation existante qui peut le faire, en l'occurrence la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006. Néanmoins celle-ci n'interdit pas non plus le curage, il faut juste respecter certaines mesures et réaliser les dossiers correspondants.

M. Hubert demande pourquoi les activités sportives peuvent être soumises à évaluation des incidences et non les activités culturelles. M. Paillette répond qu'elles aussi peuvent être concernées.

### **❖ CONCLUSION**

Monsieur Lenglet clôture la réunion en remerciant les participants à la présentation ainsi que l'ensemble des membres du COPIL pour leur présence à cette réunion.

Il rappelle l'importance de continuer la démarche de contractualisation et informe de la future mise en œuvre d'un plan de gestion de la vallée de la Haute-Somme en cohérence avec la vision « Ramsar ».

---

La séance est levée à 17h05

**Le 8 septembre 2014, à Péronne.**

**Le président du COPIL,  
Bernard LENGLET.**



